

## ITINÉRAIRES

# *Le Nicaragua, de la révolution à la mondialisation.*



PHOTO EL GORDO

## *Entretien avec Sergio Ramírez*

Ancien dirigeant du FSLN

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VÉRONIQUE GIRAUD ET YVES SINTOMER

Le 4 novembre dernier ont eu lieu au Nicaragua les élections présidentielles, les troisièmes depuis la fin de la révolution sandiniste<sup>1</sup>. Le gouvernement ultra-libéral d'Arnoldo Alemán laisse une situation politique et économique si dégradée que le Front sandiniste a des chances de revenir au pouvoir. Que s'est-il passé depuis la défaite inattendue du FSLN en février 1990 ? Sous le gouvernement de Violeta Chamorro, candidate de la fragile coalition des forces de droite, le pays a reconstruit lentement sa cohésion dans un contexte démocratique hérité des dix années de révolution. Au lendemain de leur défaite, les sandinistes ont respecté le verdict des urnes, mais certains cadres n'ont pas su résister à la tentation de l'enrichissement personnel et se sont approprié des biens publics (l'affaire fut connue sous le terme de la *piñata*). Bien que la vie économique ait repris son cours normal et que les aides et investissements internationaux aient afflué, 72,6 % de la population nicaraguayenne vit sous le seuil de pauvreté et le Nicaragua est l'un des pays les plus endettés du monde. Les mesures d'ajustement néolibérales imposées sous l'égide du FMI ont touché de plein fouet les couches populaires. Le cyclone Mitch, la baisse des cours mondiaux du café et la sécheresse ont acculé nombre de paysans à la ruine. Le chômage, la délinquance et la prostitution n'ont cessé d'augmenter, accompagnés de phénomènes nouveaux comme le narcotraffic, les bandes ou les enfants des rues, des réalités fort répandues en Amérique latine mais dont la révolution avait préservé le pays. La corruption de la classe politique s'étale dans les journaux et s'accélère à la veille des échéances électorales. La désaffection des nicaraguayens pour la politique n'a cessé d'augmenter et le taux d'abstention est passé à 46 % aux élections de 1996.

Il reflète le sentiment d'abandon et de vide social qu'ont laissé les gouvernements néolibéraux de ces dernières années, mais témoigne aussi du rétrécissement de l'espace politique et de la polarisation forcée entre le Parti libéral et le Front sandiniste<sup>2</sup>. Daniel Ortega, malgré deux échecs électoraux successifs et une candidature fortement controversée, demeure le « caudillo » incontournable. Il cristallise l'incapacité du Front à se rénover et à se démocratiser. Sergio Ramírez a longtemps formé avec lui le « couple dirigeant » durant la période révolutionnaire. Membre du Groupe des douze qui unifiait l'opposition face à la dictature, puis de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale au lendemain de la chute de Somoza, il devient vice-président du nouveau gouvernement élu en 1984, aux côtés de Daniel Ortega. Après la défaite du FSLN en février 1990, c'est lui qui assume la direction du groupe parlementaire sandiniste à l'Assemblée nationale. Le deuxième congrès du Front sandiniste, en 1994, scelle sa rupture définitive avec ce parti, qu'il critique pour son manque de transparence et de démocratie interne. Il crée le Mouvement de rénovation sandiniste, dont il est le candidat aux présidentielles. Devant l'écho limité de cette tentative, il se met en marge de la vie

1. Entretien traduit de l'espagnol par V. Giraud. Un paragraphe de l'entretien a été publié par C. Nord dans la TAZ (Berlin).

2. Le Parti libéral gouvernemental mené par Arnoldo Alemán, où l'on retrouve les somozistes, a conclu un pacte politique en 1999 avec le principal parti d'opposition, le FSLN, sous la direction de Daniel Ortega. Cet accord a permis la mise en place de réformes. Ainsi la modification de la loi électorale qui a précédé les élections municipales de novembre 2000 empêchait les candidats sans parti de se présenter, et les partis durent en outre se soumettre à de nouvelles conditions. De nombreux partis furent disqualifiés par ces nouvelles mesures.

polit  
toug  
actu  
pour  
divin  
Un b  
está  
il est  
Adic  
est e  
et ré  
qui s

Sergio Ramírez, ancien dirigeant du FSLN

politique active. Avocat et écrivain depuis toujours, Sergio Ramírez se consacre actuellement à la littérature. Récompensé pour plusieurs de ses romans, dont *Castigo divino* (prix Hammet International, 1988), *Un baile de máscaras* (1995) et *Margarita está linda la mar* (Premio Alfaguara, 1998), il est aussi l'auteur d'essais politiques. Dans *Adiós muchachos* (1999), dont la traduction est en cours, il retrace la période sandiniste et réaffirme son attachement au processus qui sera présent tout au long de l'entretien.

**Mouvements :** *Pouvez-vous retracer brièvement les principales étapes de votre parcours ?*

**Sergio Ramírez :** J'ai eu une formation politique très jeune. À 17 ans, je suis entré en politique en même temps qu'en littérature. Ma formation universitaire, je l'ai effectuée dans la rue, en luttant contre la dictature de Somoza. Lorsque j'ai obtenu mon diplôme de droit, j'ai vécu en exil virtuel au Costa Rica jusqu'en 1973, date à laquelle je suis parti en Allemagne. En 1975, j'ai rejoint le combat pour renverser Somoza et en 1979 je suis entré dans le gouvernement, en tant que dirigeant de la révolution pendant les dix ans qu'a duré le processus révolutionnaire. J'ai continué ensuite avec mes idées politiques jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, quand je suis sorti du Front sandiniste pour fonder un autre parti politique, le Mouvement rénovateur sandiniste (MRS). Ensuite, je me suis retiré de la vie politique, après les élections présidentielles de 1996.

**M :** *Dans *Adiós Muchachos*, vous tirez un bilan largement autocritique de la révolution. Et pourtant, vous affirmez explicitement à la fin du livre, lorsqu'on vous demande si vous pensez que la révolution valait la peine d'être vécue : « Rien que l'idée d'être né un peu avant ou un peu après et, ainsi, de l'avoir manquée, me perturbe. », ce qui ressort de toute façon clairement durant toute la lecture. Dix ans après la défaite électorale des sandinistes, quels sont les principaux points que vous revendiquez dans la révolution ?*

**S. R. :** L'événement le plus important a été sans aucun doute la mise en œuvre d'un processus démocratique dans une perspective révolutionnaire : la démocratie ouverte, la participation populaire à tous les niveaux. Par la suite, la démocratie a fini par rejoindre un modèle plus ou moins classique de démocratie représentative, c'est celui que la révolution a finalement respecté, au point de perdre les élections organisées suivant le modèle traditionnel. Il y a eu un exercice véritablement démocratique dont le point culminant a été la défaite électorale. C'est ce qui a donné toute sa crédibilité au modèle

démocratique sandiniste et qui a permis d'ouvrir tout cet espace de démocratie représentative des années quatre-vingt-dix. Cet espace perdure encore, et c'est un modèle qui vaut la peine d'être défendu même s'il est actuellement en crise. À mon avis, il va continuer à fonctionner dans les années à venir dans la mesure où la démocratie représentative est un modèle établi dans toute l'Amérique latine.

**M :** *Sans doute faudrait-il ajouter que ce modèle incluait la conquête d'une réelle indépendance de la société civile par rapport à l'État et au gouvernement. Au-delà, depuis la défaite du Front sandiniste, y a-t-il d'autres acquis de la révolution ?*

**S. R. :** Pour ce qui est des efforts effectués en matière de santé, d'éducation, il faut plutôt les voir comme une volonté de la révolution en faveur des pauvres, plutôt que comme des réalisations, car ils ont été complètement remis en question. Le projet éducatif n'a pas réussi à s'imposer, les programmes d'alphabétisation n'ont pas été maintenus, de même que l'accroissement de l'enseignement dans le primaire. Aujourd'hui, nous avons de nouveau un système scolaire traditionnel, c'est-à-dire très limité, une capacité éducative qui ne couvre qu'un très faible pourcentage de la population. La démocratisation de l'éducation et de la santé est restée à l'état de projet. Cependant, ces tentatives ont modifié l'agenda politique. Ce sont maintenant des sujets auxquels on accorde une importance qu'ils n'avaient pas auparavant.

La question des femmes aussi faisait partie de la proposition philosophique de la révolution. Une conscience nouvelle s'est créée autour des droits des femmes, de leur place dans la société. Mais cela n'a pas changé fondamentalement l'équilibre du pouvoir dans la société. Il existe une conscience de la nécessité de lutter pour le pouvoir, pour obtenir cette nouvelle place, mais elle n'est pas en mesure de peser significativement sur la situation actuelle. Celle-ci n'a pas seulement des racines de genre, mais aussi des racines sociales et économiques très fortes qui limitent le rôle des femmes et les

maintiennent dans une situation de subordination. La réforme agraire, qui a été un des fondements de la révolution, a elle aussi été tout à fait relative. Il ne reste pour ainsi dire plus rien des terres distribuées, tout est revenu aux mains des anciens propriétaires terriens ou se trouve dans les mains de nouveaux propriétaires. Le secteur agricole est dans une crise profonde à cause de la pauvreté, des difficultés liées à la production agricole (sécheresse, manque de crédits...), de la baisse des cours mondiaux, mais aussi du processus de contre réforme agraire. Dans ce sens, elle ne peut pas non plus être considérée comme un acquis matériel de la révolution, mais plutôt comme une aspiration qui a réussi à modifier l'agenda politique. Mais au bout du compte, quand on y regarde de près, concrètement il n'en est rien resté, ou très peu.

L'indépendance nationale est aussi une valeur que la révolution a beaucoup défendue. Il s'est créé un sentiment de souveraineté qui est toujours là, intact. Le cadre international a par contre beaucoup changé. La souveraineté est maintenant perçue d'une manière très différente à travers le processus de mondialisation, d'ouverture au marché, de zones de libre-échange.

**M :** *Dans Adiós Muchachos, vous mettez fortement l'accent sur les victimes, sur les martyrs de la révolution, ceux qui sont morts pour les autres. Pourquoi donnez-vous autant d'importance à cette question morale ? Quel impact a-t-elle eu durant la lutte contre Somoza, durant la révolution, et depuis ?*

**S. R. :** Cette révolution s'est formée à partir d'une éthique, à partir de grandes valeurs éthiques qui se sont perdues. Il me semble que c'est de là que vient le grand échec de la révolution. Il ne reste rien de tout cela. Il ne reste rien des valeurs éthiques que la révolution a proclamées dans les années quatre-vingt. Aujourd'hui, le Front sandiniste est un parti politique comme un autre. Ce que nous avons connu en tant que révolution, dans les années quatre-vingt, n'existe plus. La révolution inspirée par l'idéalisme, les valeurs éthiques, il me semble que tout cela est mort et enterré.

Sergio Ramírez, ancien dirigeant du FSLN

Le catholicisme qui est arrivé en Amérique latine *via* l'Espagne ne fête ni la vie, ni la résurrection, mais la mort. La fête la plus importante est la fête des morts. Et cela se répète dans la figure du guérillero qui n'a aucune chance de survivre. Sa résurrection est l'avenir de la révolution, mais celle-ci n'advient pas de son vivant. Les gens ont tout d'abord appris à respecter ces jeunes dont les portraits s'étaient dans les pages des journaux – morts. Ensuite, ils les ont soutenus. L'exemple des martyrs servait à développer les bases éthiques de la révolution. C'est pourquoi j'ai écrit dans mon livre que nous, qui sommes arrivés au pouvoir après le triomphe de la révolution, nous sommes les survivants, les imparfaits, les faibles, ceux du second rang. Les meilleurs sont morts. Leur sacrifice doit être respecté, leur exemple doit être suivi. Mais le moment est venu où la sainteté a été bureaucratifiée, et il est toujours difficile de faire du sacré une règle de comportement. On a dit aux gens qui exprimaient des critiques : vous êtes en train de diviser le Front, et cela est incompatible avec l'exemple des héros et martyrs, qui ont donné leur vie pour l'unité du Front, qui ont donné leur sang pour la révolution. Et cela était très dur, car il n'y avait guère de sandinistes qui n'aient perdu un parent ou un ami dans le combat contre Somoza. C'est pour cela que l'appel à la mémoire des héros et martyrs est devenu un moyen de pression très fort.

#### ● Le bilan de la révolution

**M :** *Vous ne faites pas une apologie de la révolution, tout au contraire, et c'est sans doute ce qui fait l'intérêt de votre livre et de votre perspective : vous ne reniez pas mais vous êtes autocritique. Quelles ont été les limites de la révolution ? Dans quelle mesure renvoyaient-elles à une situation objective : l'arrivée de Reagan au pouvoir aux USA, une conjoncture*

*internationale peu progressiste, le début de la crise des pays de l'Est... Dans quelle mesure renvoyaient-elles à des erreurs commises par les sandinistes eux-mêmes ?*

**S. R. :** Je pense que les deux ont à voir. La situation internationale a radicalement changé à la fin des années quatre-vingt. Il y a eu la chute du Mur de Berlin, la fin de la guerre froide. Mais en même temps, le modèle de socialisme que la révolution essayait d'implanter était déjà en crise depuis longtemps. Du point de vue institutionnel, le modèle de fond était une copie du modèle politique en vigueur en Union soviétique et à Cuba. Le modèle

apparent continua à fonctionner en accord avec les présupposés d'économie mixte, de non-alignement international et de pluralisme politique. Mais sur le fond, la révolution cherchait à se rapprocher d'un modèle à la cubaine ou à la soviétique. C'était véritablement tragique car, dans ce système, ce qui était déjà considéré comme un vice fut pris comme une vertu, et l'on s'efforça de copier quelque chose qui était destiné au rebut : le parti unique, hégémonique, l'État qui s'introduisait dans le

marché et qui voulait planifier l'économie jusqu'à la distribution du moindre litre de lait. Ce modèle, qui était déjà considéré comme un échec et qui aboutissait à une grande frustration économique en Europe de l'Est, fut pourtant considéré comme adapté pour effectuer une juste répartition des richesses et pour gérer la production. Notre philosophie était que le parti devait être présent dans toutes les activités et dans tous les secteurs de la société, pas seulement dans l'État. Ce modèle a contribué à l'échec de la révolution sur tous les plans, sur le plan politique comme sur le plan économique. Bien évidemment, la guerre d'agression a largement contribué à créer la crise. Cependant, le modèle était déjà vicié à l'origine, la guerre n'a fait que renforcer les difficultés.

**On a dit aux gens qui exprimaient des critiques : vous êtes en train de diviser le Front, et cela est incompatible avec l'exemple des héros et martyrs.**

**M :** *Y avait-il une grande distance sociale entre la direction et le reste du pays ? Cela était-il inévitable ?*

**S. R. :** Après la prise de pouvoir s'est produit cet éloignement entre le pouvoir et les gens. Il me semble que c'est inhérent au pouvoir. Le pouvoir créé ses propres logiques, son propre fonctionnement et, petit à petit, il élimine les personnes ordinaires, le processus devient totalement bureaucratique. Il est envahi par des mécanismes bureaucratiques, des documents, des rapports, des chiffres, au point que la communication entre les gens et le pouvoir se perd. C'est ce qui est arrivé au Nicaragua.

**M :** *Pourriez-vous revenir sur les conséquences qu'ont eues les options choisies par la direction sandiniste quant à la propriété de la terre ?*

**S. R. :** Les limites de la réforme agraire étaient liées au modèle de répartition de la propriété, et non pas à la promesse originale de la révolution. Au lieu de remettre la propriété de la terre aux paysans, la terre est allée aux mains de l'État, qui a créé de grandes propriétés publiques obligeant les paysans à vivre comme des employés de l'État. Cela a contribué à accélérer le sentiment de frustration et de revanche dans de grands secteurs de la paysannerie, surtout au Nord, et ce sentiment s'est retourné contre la révolution. Beaucoup de paysans furent frustrés parce que les programmes de réforme agraire ne leur donnaient pas la propriété de la terre.

**M :** *L'un des points intéressants de votre livre est que vous mettez bien en lumière le fait qu'au-delà du soutien des USA, la Contra, la guérilla anti-sandiniste, avait une vraie base sociale et qu'il s'est agi d'une véritable guerre civile.*

**S. R. :** Les bases sociales de la Contra ont été fondamentalement paysannes. Elle n'a jamais réussi à s'implanter véritablement dans les zones urbaines. C'est surtout parmi les paysans déçus par la révolution que la Contra a recruté, parmi ceux qui se sentaient menacés. Ils pensaient que

**l'économie du pays  
était épuisée.**

**L'inflation nous  
fournissait chaque jour  
plus d'ennemis.**

la révolution représentait un danger pour leurs valeurs traditionnelles, la famille, la propriété, la religion. Alors ils ont pris les armes contre la révolution. C'est devenu une guerre civile parce qu'on a offert aux paysans qui soutenaient la révolution de prendre les armes pour la défendre, et pas seulement dans les rangs de l'armée. Les coopératives étaient armées, certaines communautés aussi, elles étaient préparées pour se défendre dans les zones de guerre. La présence de deux groupes extrêmement convaincus a créé les conditions d'une véritable guerre civile. Ensuite il a fallu mettre en œuvre un processus de réconciliation.

● **La défaite, et ensuite ?**

**M :** *Avec le recul, comment expliquez-vous les causes de la défaite électorale ?*

**S. R. :** Les causes ont été multiples. Je crois que la première, c'est l'échec d'un modèle caduc. Ensuite vient la guerre. Elle a signifié une grande tension parmi la population. La volonté des gens s'était usée, ils ne pouvaient plus continuer à soutenir l'effort militaire en y donnant leur vie. Les possibilités de recruter les jeunes pour le service militaire s'étaient taries. En troisième lieu, l'économie du pays était épuisée. L'inflation nous fournissait chaque jour plus d'ennemis, elle changeait quotidiennement et annulait pratiquement les capacités des gens à bénéficier d'un revenu stable et à épargner. Les élections sont alors devenues le grand plébiscite pour en finir avec cette situation d'épuisement : contre le recrutement militaire, contre la pénurie liée à la guerre, contre le manque, l'inflation. C'est pour cela que les gens ont décidé de voter contre le Front sandiniste.

**M :** *Vous parlez d'une rupture éthique après l'échec électorale, vous écrivez notamment : « la piñata<sup>3</sup> a été mille fois pire que la défaite électorale ». Comment une telle rupture éthique a-t-elle pu se produire ?*

S. R. : Si  
damenta  
sur le cu  
martyrs,  
donné le  
les exige  
les dix e  
avec ce  
brisées  
propre  
chissen  
timent  
propri  
sandin  
rentes  
sophic  
les ab  
comp  
sandi  
aisés.  
c'étai  
placé  
intér  
nent

M :  
le R  
S. R  
dire  
ger  
pei  
dél  
pa  
—  
3.  
tra  
du  
sa  
di  
d  
P  
r

Sergio Ramírez, ancien dirigeant du FSLN

**S. R. :** Si cette rupture a pu se produire, c'est fondamentalement parce que la révolution reposait sur le culte des morts, le culte des héros, des martyrs, sur l'exemple de ceux qui avaient donné leur vie pour la révolution, c'est pourquoi les exigences morales étaient si élevées. Pendant les dix années qu'a duré la révolution, on a vécu avec ces exigences morales et celles-ci ont été brisées lors de la défaite. Il fut permis de s'appropriier des biens de l'État, par le biais d'un enrichissement illicite, la *piñata*. Mais surtout, le sentiment naquit qu'on avait le droit de devenir propriétaire, alors que dans les rangs du Front sandiniste les règles avaient toujours été différentes. Cela a signifié un changement de philosophie très important qui a ouvert la porte à tous les abus, à tous les excès, à un changement de comportement très profond. Maintenant, le Front sandiniste est un parti avec des riches, des gens aisés, et des pauvres. Avant, c'était différent, c'était un parti où les intérêts des pauvres étaient placés au-dessus de tout. Maintenant, ce sont les intérêts de ceux qui ont de l'argent qui déterminent l'agenda politique du Front sandiniste.

**M :** *Pouvez-vous revenir sur votre rupture avec le FSLN ?*

**S. R. :** Cette rupture s'est produite parce que la direction du FSLN se dressait contre les exigences éthiques de la révolution alors que je pensais qu'il valait la peine de continuer à les défendre, et parce que le Front sandiniste n'a pas réussi à devenir un parti réellement démocratique.

3. Après la défaite électorale de 1990, pendant la transition de trois mois qui a précédé l'installation du gouvernement Chamorro, certains responsables sandinistes se sont approprié des biens de l'État à des fins personnelles. Cet épisode a été appelé la « piñata », il a marqué la fin d'une certaine image du sandinisme et n'a jamais pu être discuté à l'intérieur du Front malgré la volonté de certains militants.

4. Tous les trois sont des dirigeants historiques du FSLN. Dora María Téllez, *Comandante Dos* lors de la prise du Palais national en 1978, a été ministre de la santé sous la révolution. Luis Carrión et Henry Ruiz (ministre de la planification) faisaient partie des neuf « commandants » qui composaient la direction politico-militaire du FSLN.

Après la défaite électorale, ce sont l'autoritarisme et le verticalisme qui se sont imposés et ont poussé un groupe de camarades qui étaient dans le Front à chercher à créer une alternative à l'intérieur. Nous avons échoué et nous avons pratiquement été exclus. Nous sommes donc allés fonder un autre parti, Dora María Téllez, Luis Carrión, Henry Ruiz<sup>4</sup> et moi, le Mouvement rénovateur sandiniste (MRS).

**M :** *Pouvez-vous décrire ce qui s'est passé depuis, durant ces dix ans ?*

**S. R. :** Durant ces dix dernières années, on a vu se mettre en place un modèle d'économie néolibérale, reposant sur les ajustements monétaires et la rigueur financière. En soi, cela ne me semble pas forcément mauvais, du moment qu'il s'accompagne d'une véritable politique de développement économique. Mais cela n'a jamais été le cas. Nous avons assisté à un processus de privatisation du secteur public, très radical et très ample car, à la différence d'autres pays d'Amérique latine, au Nicaragua il y avait énormément à privatiser. Le secteur public nationalisé représentait une part très grande de l'économie. Le résultat a été catastrophique car une fois que ces entreprises ont été privatisées, elles ne sont pas devenues un véritable moteur de l'économie. Beaucoup les ont reçues mais n'en ont rien fait ou les ont insérées dans l'économie de manière extrêmement traditionnelle et non pour réaliser de nouveaux investissements, pour créer de nouveaux emplois. Les privatisations n'ont pas réussi à faire avancer d'un pouce l'économie. En dernier lieu, tout au long de ces dix ans, l'aide internationale a été massive, près de trois milliards de dollars, malheureusement elle n'a pas servi non plus à assainir l'économie. Le Nicaragua est un pays qui se trouve en état d'indigence économique, il doit mendier des moyens à la coopération internationale pour pouvoir survivre.

**M :** *Que reste-t-il des réalisations de la révolution aujourd'hui ?*

**S. R. :** Aujourd'hui il reste le système démocratique laissé par la révolution, qui permet au

citoyen de continuer à voter, de jouir de la liberté d'expression, et qui nous permet de dire que nous ne vivons pas sous une dictature, comme celle de Somoza, mais que nous vivons sous un régime corrompu comme celui d'Alemán. Nous vivons actuellement sous un régime politique déterminé par un pacte entre le Parti libéral constitutionnel et le Front sandiniste qui a très sévèrement limité les libertés politiques. Le système mis en place par deux partis exclut tous les autres, car ils doivent passer par des conditions impossibles à remplir. On assiste donc à une très forte restriction des droits politiques pour toute une génération. La liberté d'organiser des partis politiques est actuellement très limitée, le MRS par exemple est illégal à cause de la nouvelle loi électorale qui impose des conditions sévères pour autoriser un parti politique, par exemple l'obtention de 100 000 signatures. Le MRS a rassemblé ces signatures, mais elles n'ont pas été reconnues par le Conseil électoral suprême<sup>5</sup>. Mais nous ne pouvons cependant pas dire qu'il s'agit d'une dictature. Il me semble donc essentiel d'éviter que la démocratie continue à se détériorer, afin que les gens puissent continuer à profiter des libertés qui leur sont offertes et que ce système arrive à donner au pays le cadre de bien-être économique qu'il n'a pas. Car ce à quoi nous avons assisté, c'est à une dégradation des conditions de vie. La pauvreté est plus grande que jamais. Selon les chiffres des Nations unies, l'immense majorité de la population vit avec 1 \$ par jour. Nous avons atteint un niveau de pauvreté extrême. Voilà le véritable problème du pays.

#### ● L'enjeu des élections

*M : Quelle est la situation au niveau régional ? Les enjeux du Nicaragua se retrouvent-ils dans les autres pays d'Amérique centrale ? Y a-t-il un dialogue commun dans la gauche latino-américaine ?*

5. Formé essentiellement par le FSLN et Le PLC.

6. Le FREPASO et le FRENTE AMPLIO sont des alliances de partis de gauche et de centre gauche.

**S. R. :** Il semble que les agendas politiques de la gauche latino-américaine sont très proches dans la mesure où aucun n'avance de propositions économiques et c'est un manque énorme. On assiste actuellement à une résignation face au modèle néolibéral et à une grande impuissance face à l'économie de marché dans sa version promue par le FMI. Il n'existe cependant pas de véritable proposition alternative. Et c'est la raison pour laquelle tout parti de centre gauche qui arrive au pouvoir se retrouve dans une situation difficile. En Argentine, le FREPASO est arrivé au pouvoir avec l'Union civique radicale<sup>6</sup> et aujourd'hui il doit accepter de rentrer dans le moule néolibérale le plus extrême. Je suppose que c'est ce qui arriverait au FRENTE AMPLIO en Uruguay s'il arrivait au pouvoir, ou au Parti des travailleurs de Lula au Brésil. Le discours de la gauche continue d'être attractif en termes sociaux, mais du point de vue économique, je ne vois aucune différence.

*M : Quel est l'enjeu de ces élections ? Quels sont les différents scénarios possibles pour la prochaine législature ?*

**S. R. :** Je crois qu'il y a très peu d'enjeux. Au Nicaragua le modèle applicable par le Front sandiniste ne s'éloignerait pas beaucoup de celui que devrait appliquer le gouvernement libéral. Il serait très difficile pour un gouvernement sandiniste de sortir d'un programme d'ajustement monétaire, d'échapper aux privatisations qui doivent se poursuivre, celle de l'énergie, du téléphone... Ils ne pourraient pas le faire parce que cela ne serait pas économiquement viable en termes internationaux. La mondialisation de l'économie est trop forte pour qu'un gouvernement, comme pourrait l'être celui de Daniel Ortega, puisse dire « je ne fais pas cela, c'est ma décision souveraine... ». C'est là où le concept de souveraineté dont nous avons parlé précédemment a changé radicalement. De plus, le Front sandiniste dans son discours électoral actuel est devenu très complaisant à l'égard des modèles de comportement imposés par des normes internationales. Il ne me semble pas qu'il le fasse seulement par

Sergio Ramirez, ancien dirigeant du FSLN

tactique électorale, je crois que s'il arrivait au pouvoir, si jamais il y arrive, sa conduite serait tout à fait disciplinée à l'égard des programmes monétaires internationaux. Peut-être que si le Front gagnait les élections, il donnerait au pays l'image d'un gouvernement plus austère, d'un gouvernement moins corrompu, plus sérieux, de gens plus capables. Mais ce serait un gouvernement qui en fin de compte ne pourrait pas échapper au cadre financier international.

**M :** Ses électeurs n'exerceraient-ils pas une pression plus forte sur le FSLN ? Les électeurs du Front sandiniste ont évolué vers une plus grande autonomie politique...

*La discipline qui pouvait se comprendre durant un contexte d'urgence, de guerre, n'est plus à l'ordre du jour.*

**S. R. :** Oui, tout cela est enterré. Le véritable problème ici est de savoir combien de temps les espérances vont mettre à se dissiper si les gens élisent un gouvernement du Front sandiniste, car les attentes de la population nicaraguayenne sont maintenant à très court terme. Les gens vont voter pour celui qui va résoudre leurs problèmes de survie quotidienne, pas pour un projet à moyen terme. Ainsi, si un gouvernement du Front est dans l'impossibilité de fournir rapidement davantage d'emplois, il va au-devant d'un échec. Il va entrer dans le cercle vicieux des partis politiques qui sont élus en Amérique latine : ils promettent quelque chose qu'ils ne peuvent pas tenir et leur crédibilité finit par s'épuiser très rapidement. Une fois épuisée, ils reportent leurs regards vers le parti qui avait perdu auparavant. Si c'est Bolaños qui a gagné, le nouveau candidat du PIC, parti actuellement au pouvoir, nous allons connaître de nouveau la même situation qu'avec Alemán : la corruption, l'incurie... Pour moi, la situation est vraiment désespérée. Je ne vois pas d'issue pour le Nicaragua en ce moment.

**M :** Au début des années quatre-vingt, beaucoup y compris dans la gauche étaient pour la mondialisation parce qu'ils pensaient que c'était la seule chose qui permettrait à des pays comme le Nicaragua de résoudre ses problèmes. On pensait que si cette mondialisation aboutissait à mettre en concurrence les ouvriers allemands ou français et les ouvriers du tiers-monde, cela n'était pas forcément un mal, car cela permettrait aux habitants des pays développés de se rendre compte des grandes différences qui existaient. Qu'en pensez-vous ?

**S. R. :** En dix ans, on a eu largement le temps de se rendre compte que les espoirs soulevés par la mondialisation n'étaient que des chimères. Il y a dix ans, le marché global apparaissait comme le grand remède à tous les maux face à l'échec de l'économie d'État. L'économie de marché était en train d'envahir toute la planète à travers ces connexions globales. Nous avons pu nous rendre compte que ça ne marchait pas, et certains experts disent que nous allons vers le capitalisme sauvage. Cela n'a pas marché, bien au contraire dans une économie pauvre cela a créé un abîme

entre les plus riches et les plus pauvres et de grandes inégalités qui n'existaient pas dans les années quatre-vingt. À cette époque au moins, on vivait, certes artificiellement, sous la protection de ces programmes économiques où l'État avait un rôle important en matière de redistribution des richesses. Ce rôle ayant disparu, le pire est arrivé, le marché a envahi le domaine politique et social. Si nous pouvons accepter que le marché soit un facteur de fonctionnement de l'économie, nous ne devons en aucun cas accepter que le marché soit un facteur de fonctionnement de la société et de la politique. C'est pourtant ce qui s'est produit. On a fini par accepter le marché en tant que facteur régulateur de la société et c'est une grave erreur. Ça a été pareil pour la mondialisation.

**Les gens vont voter  
pour celui qui va  
résoudre leurs  
problèmes de survie  
quotidienne,  
pas pour un projet  
à moyen terme.**

**M :** *Aujourd'hui, un mouvement anti-mondialisation ou pour une autre mondialisation se développe en Europe et aux USA. Comment le voyez-vous, depuis le Nicaragua ? Comment évaluez-vous son importance et ses limites ? Comment jugez-vous le panorama politique de pays européens que vous connaissez, comme l'Allemagne ?*

**S. R. :** Je crois que la mondialisation financière, l'invasion des capitaux flottants qui détruisent l'économie de certains pays, tout cela est véritablement malsain, car cela renforce la pauvreté. En même temps, la lutte contre la mondialisation a des cibles trop abstraites. Il est très difficile de mobiliser les gens sur les ajustements économiques, contre les privatisations. Dans le premier monde, les gens se sont mobilisés à cause des effets réels de la mondialisation, l'appauvrissement massif, le risque de dissolution des États en situation de survie comme en Afrique, la pollution de l'environnement, la destruction de la couche d'ozone, le problème de l'eau, de la déforestation... Tous ces problèmes qui affectent la planète vont devenir les grandes causes de demain. Mais il me semble que cela va prendre une ou deux générations supplémentaires, pour prendre conscience que la mondialisation est peut-être en train de provoquer des dégâts irréversibles pour la vie de notre planète. Il arrivera un moment où il sera impossible de séparer les bons effets des néfastes. Car évidemment tout n'est pas mauvais dans la mondialisation : la mondialisation des communications ou de la technologie sont des progrès en terme de civilisation. Par contre l'effet de la mondialisation financière, des capitaux étrangers qui détruisent les économies, cela est extrêmement grave.

**M :** *Vous avez publié il y a trois ans Adios Muchachos. Vous êtes à la fois un homme poli-*

*tique et un écrivain. Ces deux composantes apparaissent d'ailleurs dans vos œuvres, pas simplement dans les essais politiques, mais aussi dans votre manière de mettre en scène l'histoire dans vos romans. Pouvez-vous présenter la façon dont vous mariez les deux rôles ? Aujourd'hui, quelles sont vos principales activités ? Continuez-vous de faire activement de la politique ?*

**S. R. :** Maintenant, je ne conjugue pratiquement plus mon rôle d'homme politique avec mon métier d'écrivain. Je l'ai fait par le passé, quand la nécessité de participer à la politique m'y a obligé. Aujourd'hui ce n'est plus le cas, je me consacre essentiellement à mon métier d'écrivain. Je partage mon temps entre l'écriture et mes réflexions politiques, que je rends publiques, mais ce n'est pas fondamental, le plus important pour moi c'est d'écrire et d'avoir mes opinions en tant que citoyen. Mais je n'ai aucune intention de revenir à la vie politique active au Nicaragua. M'occuper de la politique pour être élu, pour avoir une charge ou être candidat, vraiment ça ne m'intéresse pas, ni maintenant ni plus tard. Je ne vois aucune raison de revenir à la politique. Je vais avoir 60 ans l'année prochaine et je sens que j'ai beaucoup de travail littéraire en perspective, beaucoup de livres à écrire. Je veux consacrer mon temps à forger mon œuvre littéraire, je n'en suis encore qu'à mi-chemin. Il n'y a plus de révolution au Nicaragua, et la seule chose qui pourrait me faire revenir à la politique serait une révolution. Cela s'est déjà produit dans ma vie, alors... je pense qu'avec une révolution au cours d'une vie, il y a déjà de quoi se sentir comblé. Deux, il me semble que ce serait trop demander.

**M :** *En réfléchissant à votre vie, à celle des militants qui ont fait la révolution, ceux qui sont morts et ceux qui ont survécu, vous écrivez : « Et je me retrouve face à l'âge mûr plein de*

**Par contre l'effet  
de la mondialisation  
financière,  
des capitaux étrangers  
qui détruisent  
les économies, cela est  
extrêmement grave.**

Sergio Ramírez, ancien dirigeant du FSLN

*souvenirs qui reviennent toujours comme une marée, et je me dis que d'être né un peu plus tôt ou un peu plus tard dans ce siècle de chimères, je l'aurais manquée. Et comme quelqu'un qui émerge d'un mauvais rêve, je constate que je ne l'ai pas manquée.»*

S. R. : Je crois que les révolutions valent toujours la peine d'être vécues, ce sont des processus de changement profonds. Pas seulement de changement de société, mais aussi de changement dans la conscience, comme un moteur qui se met en marche dans la société, qui ouvre des perspectives inattendues aux gens, surtout aux jeunes. Ce n'est pas seulement un processus politique ou militaire, la révolution est un processus social, psychologique, culturel, spirituel, éthique. J'ai l'impression que nous avons réussi à vivre tout cela au Nicaragua, et c'est irremplaçable. Je ne regrette pas de l'avoir vécu et si l'occasion se présentait de nouveau, je referais exactement la même chose. ©